

## **Signature du nouveau Consensus européen pour le développement: Des ONG luxembourgeoises dénoncent un détournement de l'aide publique au développement**

**Luxembourg, le 7 juin 2017. Alors que l'UE a signé aujourd'hui le nouveau Consensus européen pour le développement, les ONG de développement (ONGD) luxembourgeoises Action Solidarité Tiers Monde, Caritas Luxembourg, Frères des Hommes et SOS Faim regrettent que ce texte fondamental, qui définit le cadre du travail des Etats membres dans ce domaine jusqu'à 2030, entérine l'instrumentalisation de l'aide publique au développement en conditionnant son octroi à des objectifs migratoires, sécuritaires et économiques. Malgré quelques petites avancées, notamment une reconnaissance de l'importance de l'agroécologie et des petits producteurs pour le développement durable, les intérêts domestiques de l'UE ont fini par l'emporter sur l'objectif de réduction de la pauvreté.**

*Le texte du Consensus européen pour le développement de l'UE - Our World, Our Dignity, Our Future - a été révisé pour intégrer l'Agenda 2030 et ses objectifs de développement durable et a été signé aujourd'hui à l'occasion des Journées européennes du développement. Ce texte se veut être un document de stratégie important qui dirigera la politique de développement de l'UE et de ses Etats membres pour les années à venir.*

Néanmoins, le texte ne relève pas d'une approche stratégique et de l'esprit de transformation, qui est à la base de l'Agenda 2030, mais place la politique de développement clairement dans le contexte des préoccupations actuelles de l'UE en matière de sécurité et de migration.

Les quatre ONGD estiment qu'en utilisant l'aide publique au développement (APD) comme un instrument pour lutter contre les migrations, l'UE est en train de s'éloigner de son objectif premier : la lutte pour un monde plus juste. Elles craignent notamment que l'APD soit utilisée pour réduire la migration vers l'Europe, aux dépens des actions qui visent à promouvoir le bien-être et réduire les inégalités dans le monde.

Les ONGD se félicitent certes que l'engagement des Etats membres de financer l'aide publique au développement (APD) en y consacrant 0,7% de leur RNB est encore confirmé mais regrettent que la formulation actuelle laisse la porte ouverte à la poursuite d'objectifs qui ne servent plus le développement. Elles déplorent que seulement quatre des 28 Etats membres réalisent cet objectif alors qu'en 2005, sous Présidence luxembourgeoise, le Conseil Européen avait pris l'engagement politique clair et net d'y arriver dès 2015.

Les ONGD sont également préoccupées par la promotion de l'investissement privé comme un levier de développement. Le nouveau consensus encourage l'utilisation des budgets de la coopération pour attirer des financements privés, sans avoir au préalable renforcé les clauses de sauvegarde qui permettraient d'éviter les dérives. Ainsi, le rôle du secteur privé ne semble pas être soumis à la même rigueur de suivi et d'évaluation que les autres acteurs de développement.

Le nouveau texte contient également des éléments positifs, et notamment une reconnaissance de l'importance des petits producteurs et de l'agroécologie pour le développement durable. Ainsi, les futures politiques développées par les Etats membres devraient soutenir la promotion d'une agriculture à petite échelle et respectueuse de l'environnement dans les pays en développement.

Les ONGD soutiennent les efforts du gouvernement luxembourgeois pour poursuivre sa politique de développement qui retient comme objectif premier la lutte contre la pauvreté avec un engagement financier de 1% du RNB. Elles reconnaissent aussi son engagement pour préserver ces objectifs au sein de l'UE.

